

acteur et actrice d'un monde humaniste

camaraderie

LE MAGAZINE DES *francas*

mars 2020 / n°328

Numéro spécial • Dijon
20-23 décembre 2019

Passons Convention!

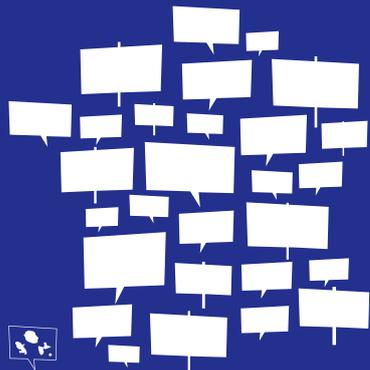


Les Francas ont tenu du 19 au 23 décembre dernier à Dijon la Convention Ensemble pour l'éducation ; moment singulier d'un Mouvement d'éducation qui se rassemble, qui analyse son contexte d'action et notamment les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent-es pour travailler sur son projet à cinq ans, qui valorise et échange sur les initiatives locales pour mieux qu'elles se diffusent, qui réunit dans une université populaire de l'éducation des acteurs et des actrices de l'action éducative, des parents, des citoyen.nes pour se cultiver, débattre sur les enjeux pour l'éducation.

Près de mille personnes ont participé à la Convention Ensemble pour l'éducation dans un contexte de veille des fêtes de fin d'année et de difficultés de mobilité. C'est dire une nouvelle fois combien les questions d'éducation restent centrales pour construire une société d'humains libres, égaux en droit et en dignité, et solidaires. Société où les enfants, au sens de la Convention internationale des droits de l'enfant, ont du temps pour jouer et s'adonner à des loisirs, ont toute leur place pour s'exprimer, participer, s'associer, contribuer à la transformation de leurs territoires...

Une nouvelle fois, Les Francas réaffirment que leur motif premier de revendication et de mobilisation est de rendre l'humain et le citoyen le plus libre et le plus responsable possible dans la société la plus fraternelle et la plus démocratique possible. Cet idéal, partageons-le avec le plus grand nombre. ■

La rédaction



Convention Ensemble pour l'éducation

les francas

camaraderie

le magazine des Francas
n°328 / mars 2020

sommaire

- 3 INITIATIVES / LA CONVENTION, UN ENGAGEMENT**
Du côté de la Côte-d'Or
- 4 QUESTIONS DE PRINCIPE**
Sondage Francas – IFOP
Ce que les jeunes citoyen.nes projettent pour la vie locale
- 6 NOTRE ENGAGEMENT !**
Bernada Gogo & Sandra Seleone
Vingt ans de militantisme, un engagement intact
- 7 AGIR : MODE D'EMPLOI**
Parcours du jeune citoyen engagé
- 8 FORMATION**
La convention, une autre façon de se former
- 9 DOSSIER**
Passons Convention !
- 19 ACTION E-DUCATIVE**
Les chemins de traverse de l'éducation au numérique
- 20 L'ENFANCE, ICI ET AILLEURS**
L'éducation, tout un monde
- 22 ON EN PARLE**
- 23 FRANCAGENDA**
- 24 PORTRAIT**
François Galichet
Philosophe à tout âge



Numéro spécial • Dijon
20-23 décembre 2019 **Passons**
Convention!



Du côté de la Côte-d'Or

En 2014 déjà, l'association départementale des Francas de Côte-d'Or avait candidaté pour accueillir le congrès national. À l'époque, cela n'avait pas abouti, mais la volonté politique restant forte, l'association s'est positionnée pour accueillir la Convention Ensemble pour l'éducation de décembre dernier dès le lancement par la Fédération nationale de l'appel à candidature. Une décision mûrement réfléchie.

Les militants en « gilets cassis » ont accueilli et orienté les participants, animé et organisé tous les temps de la Convention.

© Nicolas Rodet

Lorsque la Fédération nationale des Francas a lancé l'appel à candidature en avril 2018 pour accueillir la Convention Ensemble pour l'éducation, l'association départementale des Francas de Côte-d'Or a fait le point : quels sont ses atouts pour répondre à un tel appel ? Ses faiblesses aussi ?

L'association cumulait plusieurs bons points à son actif : Dijon est une des plus importantes villes de France à adhérer aux Francas, une capitale régionale qui plus est. « Anne Dillenseger, maire adjointe de la ville de Dijon déléguée à l'éducation, est un appui politique fort de notre association », précise Eddie Marchand, président de l'association départementale des Francas de Côte-d'Or. « L'association départementale

est en outre jeune, dynamique et renouvelée », ajoute-t-il. Des atouts majeurs. Mais avant de savoir si une telle organisation est possible, il s'agit surtout de savoir pourquoi il serait bon ou intéressant de se lancer dans une telle aventure.

Des enjeux...

Le conseil d'administration creuse le sujet et établit une liste des enjeux pour l'association à organiser un tel événement :

- se rendre visible sur la question des droits de l'enfant ;
- favoriser et renforcer l'ancrage local ;
- mieux se faire connaître et développer le mouvement ;
- faire des Francas un acteur incontournable de la condition enfantine sur le territoire (localement et régionalement) ;
- bénéficier de la richesse de la fusion régionale en une grande région Bourgogne-Franche-Comté pour aider au développement local ;
- pérenniser et/ou sécuriser l'économie de l'association départementale ;
- appuyer et soutenir la stratégie de développement départemental en développant de nouveaux partenariats et projets, en valorisant et en confortant les partenaires, actions et projets actuels, et en montrant les cinq « agir » Francas dans la région (accompagnement des politiques publiques et asso-

ciatives ; production d'activités ; animation d'un réseau fédéré de partenaires et de dynamiques citoyennes ; expérimentation, recherche et développement ; production de ressources) ;

- placer localement les Francas comme un acteur majeur de l'enfance et de la jeunesse, en montrant notamment leur capacité à organiser un tel événement à Dijon ;
- enfin, rassembler, mobiliser et faire réfléchir autour de la condition enfantine.

... et des atouts

Le jeu en vaut donc la chandelle. Reste que pour être tout à fait sûr des capacités de l'association à se mobiliser, un état des lieux exhaustif des forces et faiblesses dont elle peut se prévaloir est établi. Au-delà des premiers atouts évoqués, s'en sont ajoutés d'autres : en plus d'être une équipe renouvelée soucieuse de porter et de défendre des valeurs fortes, l'association départementale peut compter sur un militantisme ancien très présent. L'union régionale des Francas est en outre constituée autour d'un projet régional de développement et de coopération porteur de sens pour toutes les associations départementales. Et les locaux de l'union régionale et de l'association sont les mêmes ! Enfin, à n'en pas douter, le mouvement et le réseau sont prêts à participer et à vivre l'événement.

Il ne s'agit pas pour autant d'occulter les points de vigilance : le temps est court (18 mois), il y a peu de salariés, et avoir un conseil d'administration renouvelé (sept élus sur douze en 2 ans) peut autant être un atout qu'une faiblesse.

Au bout du compte, la décision de candidater est votée en juin 2018. Le début d'une mobilisation intense des militants qui a été gage de réussite. « Notre chargée de mission a travaillé d'arrache-pied et la déléguée nationale chargée de la région a été très présente, mais l'organisation n'a pas été simple », admet Eddie Marchand. Il s'agit maintenant de travailler au bilan. Mais, « du point de vue des militants et de la ville de Dijon, les retours sont très positifs. » ■

Propos recueillis par
la rédaction



Ce que les jeunes citoyen·nes projettent pour la vie locale

Alors que de nouvelles équipes municipales vont se mettre en place et que certaines le sont déjà, les Francas appellent les élu·es à se doter d'une politique enfance-jeunesse forte, en favorisant l'accès de tous les enfants aux espaces éducatifs, particulièrement de ceux en situation de précarité ou de handicap, en associant les citoyen·nes, les familles et les éducateurs dans les projets éducatifs et en prenant en compte les propositions des enfants et des adolescent·es. Pour ce faire, les Francas ont demandé un sondage à l'IFOP. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 enfants et adolescent·es âgés de 8 à 16 ans, en ligne, en février dernier. Les préoccupations et les attentes des enfants et des adolescent·es à l'égard de leur territoire s'y avèrent parfois inattendues. Revue de détails en quelques points.

Le harcèlement en tête des préoccupations de 77 % des enfants et des adolescent·es

Le sondage révèle que le harcèlement fait partie de leurs trois premières préoccupations (77 %, devant la pauvreté – 60 % – et le réchauffement climatique – 59 %). Pour quatre enfants ou adolescent·es sur dix, il s'agit même du premier problème à prendre en compte dans leur vie quotidienne (40 %), devant le réchauffement climatique (24 %), la pauvreté (16 %) et loin devant d'autres sujets tels que la lutte contre le sexisme (8 %), le racisme (8 %) ou encore l'accueil des réfugiés (1 %).



« J'ai été frappé de constater qu'à l'heure du réchauffement climatique et de la mobilisation des jeunes sur cette question, c'est en fait la problématique du harcèlement (à l'école, sur Internet et sur les réseaux sociaux) qui émerge comme première préoccupation des jeunes et ce, quel que soit leur âge. Cette cause a été évoquée par plus des trois-quarts

d'entre eux (77 %), devant d'autres sujets de société tels que la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le réchauffement climatique ou encore la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. À ce titre, les résultats de cette enquête doivent nous amener à nous interroger sur l'ampleur de ce phénomène qui n'est probablement pas appréhendé à sa juste mesure par les adultes », déclare Jérôme Fourquet, directeur du département Opinions de l'Ifop.

Plutôt que « Génération Greta », doit-on les nommer « Génération Mila » ?

Ce résultat frappant pose la question des relations sociales qui pèsent, plus qu'on ne le soupçonne, sur la vie quotidienne des enfants et des adolescent·es dans leur quotidien, dans une société marquée par la violence (discrimination, racisme, harcèlement à l'école, sur les réseaux sociaux, etc.).

Ce chiffre est à mettre en rapport avec la faiblesse des déplacements en autonomie : 35 % des enfants déclarent sortir moins d'une fois par

mois seuls de leur quartier. Les enfants et les adolescent·es circulent peu, peut-être par manque de transports publics permettant cette mobilité, mais sans doute également à cause du sentiment d'insécurité des familles vis-à-vis de l'espace public.



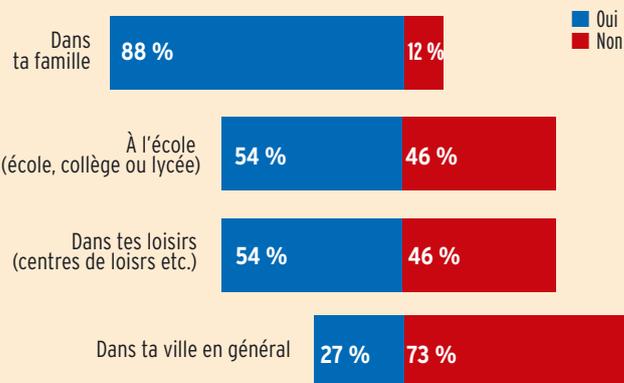
« Les enfants et les adolescent·es ne vivent pas dans une bulle. Ils sont influencés tout

comme les adultes par l'environnement dans lequel ils grandissent. Il appartient aux adultes de prendre conscience des besoins exprimés et de créer les conditions pour y répondre en protégeant mais surtout en renforçant le vivre-ensemble dans les espaces éducatifs et le faire-ensemble au moyen d'actions et de projets. Ce poids des relations sociales dans la vie des enfants et des adolescent·es est sans doute à corréliser avec leurs envies de se mobiliser pour plus de solidarité et d'entraide », affirme Irène Pequerul, déléguée générale de la Fédération nationale des Francas.

De jeunes citoyens qui s'estiment insuffisamment écoutés et qui sont prêts à s'engager dans des associations

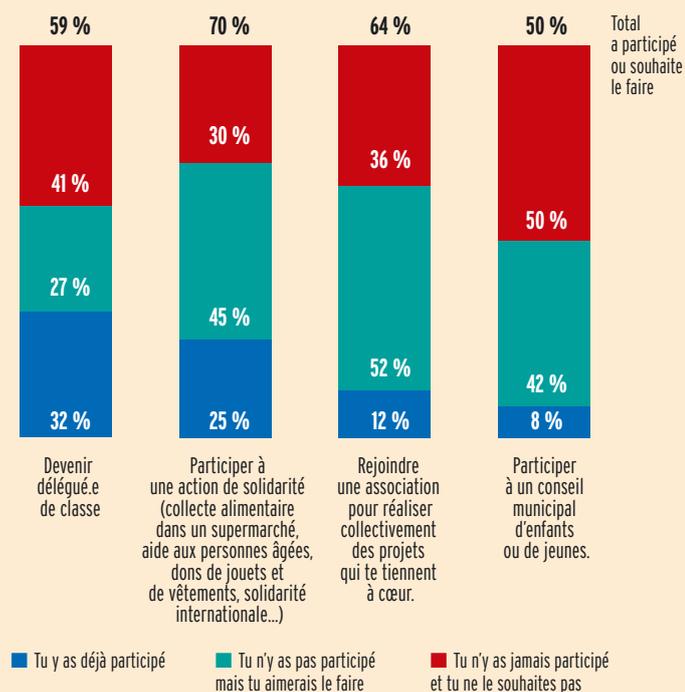
EN SAVOIR + Sondage Francas – IFOP
Retrouver tous les résultats de ce sondage : <https://municipales2020.francas.asso.fr/ressources/Presentation-sondage-Francas-lfop.pdf>

Est-ce que tu penses que la parole des enfants est assez prise en compte ?



Les enfants et adolescent·es souhaiteraient aussi être plus entendus dans leur ville : 73 % des enfants et adolescent·es déclarent que leur parole n'est pas assez prise en compte.

Voici différents types de projets et d'actions auxquels tu peux participer. Pour chacun d'entre eux, peux-tu nous dire si tu y as déjà participé, tu n'y as pas encore participé mais tu aimerais le faire ou tu ne souhaites pas y participer ?



Par ailleurs, ils manifestent une volonté de s'engager pour réaliser des projets qui leur tiennent à cœur et notamment des projets de solidarité : 70 % déclarent s'engager ou aimeraient s'engager dans des actions de solidarité et 64 % dans des associations.

72 % déclarent connaître leur maire : il s'agit sans doute plus du sentiment de le connaître que d'une réelle proximité, mais cette réponse traduit l'intérêt pour la chose publique dans cette population dont une partie (ceux qui ont autour de 16 ans) seront appelés à voter aux prochaines échéances électorales.

Des 8-16 ans qui aiment leur territoire, mais des disparités entre enfants et adolescent-es et entre grandes et petites agglomérations

Les enfants et les adolescent-es sont quasi-unanimement heureux de vivre dans leur ville (94 %) mais se montrent un peu plus partagés concernant les propositions d'activités et de services (69 %). Ils souhaiteraient voir s'améliorer en priorité les espaces de jeux et de loisirs collectifs (51 %). Dans les communes rurales, le chiffre monte à 58 %, confirmant un peu plus que ces « invisibles de la République » sont les grands oubliés des politiques publiques.

« 24 % de la population a moins de 18 ans. Ces mineurs (dont une partie va voter dans deux ans) manifestent à travers le sondage une forte aspiration à être mieux pris en compte dans leurs besoins, leurs propositions. Ils sont à considérer comme des citoyen·nes en devenir et des acteurs et actrices de leurs territoires. Il est important de développer la participation dans les espaces éducatifs et sur les territoires, dans la relation avec les adultes en responsabilité. Il en va du devenir de la démocratie, du dynamisme et de l'attractivité des territoires », estime Irène Pequerul.

Les Francas, depuis 18 mois, ont engagé une action intitulée « 100 000 enfants et adolescent-es s'expriment et dialoguent ». Cette action, qui concerne près de 45 000 participant-es à ce jour, s'inscrit dans une dynamique qualitative. Elle va permettre à une équipe d'universitaires (Laboratoire Experice - Paris 13) analysant les expressions publiées sur le site www.enfantsacteurscitoyens de compléter les éléments livrés par l'IFOP, en précisant les points de vue des enfants et des adolescent-es sur leur vie quotidienne, la qualité de leurs relations sociales, en précisant aussi leurs propositions pour améliorer ce qu'ils vivent dans les espaces éducatifs, dans leur quartier, leur ville ou leur village. À suivre... ■



À Dijon, en décembre dernier, lors de l'agora des projets, les accueils de loisirs Francas de Besançon présentent les maquettes de villes idéales réalisées en Lego® par les enfants. © Nicolas Rodet

Dans le cadre de la célébration des 30 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant et de la démarche engagée par la Fédération nationale des Francas sous le titre « 100 000 enfants et adolescent-es s'expriment et dialoguent », les enfants des accueils de loisirs Francas de Besançon « Les Sapins » (une vingtaine d'enfants âgés de 3 à 6 ans) et « Helvétie » (une dizaine d'enfants âgés de 6 à 12 ans) ont participé activement à la construction de leur ville idéale.

Quelques exemples d'expressions d'enfants recueillies au cours de la phase de construction des maquettes de villes en Lego® :

« Il faut des maisons avec des jardins pour que les enfants et les animaux s'amuse. Il faut des boîtes aux lettres pour le courrier. » (Hawamatou, 5 ans)

« Il faut aussi des bâtiments colorés car on a besoin de couleurs ; ça donne le sourire. » (Zélya, 5 ans)

« Il faudrait un rond-point car il y a beaucoup de circulation. Il faut aussi des feux tricolores parce qu'il faut qu'on respecte l'ordre de passage. » (Alexis, 4 ans)

« Il faut une école avec une grande cour. Il faut aussi des jeux dans la cour pour s'amuser. » (Camille, 5 ans) ■



20 ans de militantisme, un engagement intact

Lors de la Convention Ensemble pour l'éducation, en décembre dernier, Bernada Gogo et Sandra Seleone, représentantes de l'Association calédonienne pour l'animation et la formation (ACAF), association affiliée aux Francas depuis 1978, ont participé aux travaux du congrès. Outre leur contribution, elles ont fait vivre à l'assistance des congressistes un moment fort de partage de leur attachement aux Francas et à l'engagement en faveur de l'action éducative. Retour sur leurs parcours.

« On se bat pour nos jeunes »

Pour Sandra, les choses ne sont pas différentes. « J'ai découvert l'animation en travaillant comme surveillante de cantine à la ville de Nouméa. Je m'occupais un peu de périscolaire, mais nous manquions d'outils d'animation. C'est comme ça que j'ai découvert l'ACAF en 1999. Comme Bernada, j'ai lu la charte des valeurs, et ça m'a touchée. Ensuite, j'ai suivi un parcours de formation : BAFA, BAFD et BPJEPS. Je suis toujours restée à l'ACAF, j'ai intégré le conseil d'administration. Grâce à ma formation, j'ai pu entrer à la ville de Nouméa en tant qu'animatrice jeunesse, puis je suis devenue responsable de maison de quartier, et maintenant, coordinatrice à la caisse des écoles de la ville. C'est fort ! »

Selon Bernada et Sandra, le contexte socioéducatif n'est pas simple en Nouvelle-Calédonie : « la délinquance commence très jeune. Il faut aller voir les jeunes, aller les chercher, travailler avec eux, les faire venir à la maison de quartier pour faire des choses ensemble. On a pu en attirer certains comme ça, tout doucement. À l'ACAF, on se bat pour ça, pour ne pas laisser nos jeunes. »

Participer au congrès leur donne des idées. « Ça nous a enrichies, donné des stratégies, des méthodes, des idées d'action à adapter à notre environnement de jeunes, d'enfants, de parents. Et ça nous a permis de réfléchir à la façon dont on pourrait travailler sur le projet de l'ACAF, en impliquant les militants, les directeurs, les animateurs. » ■

Propos recueillis par la rédaction

L'ACAF en quelques mots
L'ACAF est née le 2 mai 1974 et a signé une convention d'affiliation avec les Francas en 1978. L'association regroupe 3 000 adhérents, dont les animateurs et animatrices, directeurs et directrices, les bénévoles, les parents, ainsi que 32 associations locales des trois provinces de Nouvelle-Calédonie. L'ACAF organise chaque année 40 centres de loisirs et 12 camps, ainsi que 12 formations BAFA et BAFD et des formations continues.

EN SAVOIR +

Avant que les travaux du congrès ne commencent, une cérémonie particulière s'est tenue dans le grand amphithéâtre du palais des congrès de Dijon. Ou plutôt, un « geste », comme le nomment Bernada Gogo et Sandra Seleone. Pendant que dans le public de l'amphithéâtre, Bernada déroulait un long tissu kanak pour symboliser les liens unissant l'Association calédonienne pour

l'animation et la formation (ACAF) aux Francas, Sandra, sur scène, rappelait l'histoire de ces liens et offrait plusieurs objets aux Francas. Une cérémonie qui n'a rien d'un folklore. « Tant qu'on n'a pas posé le geste, on ne peut pas bien participer aux activités, explique Bernada. C'est une coutume kanak qui donne du sens à tout ce qu'on fait. Dans les objets référents que Sandra a offerts, il y avait la culture wallisienne, la culture tahitienne et la culture kanak, ainsi que des objets de l'ACAF. »

Si Bernada et Sandra font partie de la génération intermédiaire de l'ACAF et n'en ont pas connu les débuts (*lire encadré*), elles ont le sens de l'histoire et vouent un profond respect pour ce qu'ont accompli ceux et celles qu'elles appellent les « anciens » et les valeurs qu'ils ont transmises à leur génération comme à celles qui suivent. Cette histoire, ces valeurs, auxquelles les Francas sont intimement mêlés, ont tellement marqué leur parcours qu'elles les ont faites leurs.

Secrétaire générale adjointe de l'ACAF en charge du suivi et du développement du réseau militant, Bernada a rejoint l'association en 1997. Elle cherchait alors un organisme pour passer son BAFA¹. « Quand j'ai lu la charte des valeurs, je m'y suis retrouvée et je suis restée », se souvient-elle. Elle y milite ainsi depuis plus de 20 ans et en devient salariée en 2013. Avec l'ACAF, elle passe ensuite un BAFD, un BPJEPS, puis, en 2014, un DEJEPS.

1 – En Nouvelle-Calédonie, la loi du pays n° 2018-23 du 21 décembre 2018 définit désormais un cadre juridique de l'animation volontaire.

↳ Bernada Gogo et Sandra Seleone sur la scène du Palais des congrès de Dijon, en train de poser le geste traditionnel de leur arrivée et de rappeler l'histoire commune de l'ACAF et des Francas.



EN SAVOIR + Impression de déjà-vu ?

Ça vous rappelle quelque chose ? Pas étonnant : le logo de l'ACAF est directement inspiré de l'ancien logo des Francas ! « Nous avons toujours gardé ce logo, symboliquement il est très important pour nous », précise Sandra Seleone. Pour en faire son logo, l'ACAF a ajouté le symbole de la flèche faitière, un des éléments les plus représentatifs de la culture kanak, choisi comme symbole du pays depuis les années 1980. **acaf.nc**

maison
des
jeunes



< Une promotion de jeunes volontaires en BAFA citoyen. © DR

Parcours du jeune citoyen engagé

Les actions des Francas démontrent chaque jour que les jeunes se mobilisent, s'investissent dans des projets. Pour autant, ils ne s'engagent plus dans les instances du mouvement. Cependant, aux Francas du Puy-de-Dôme et aux Francas de l'Allier¹, deux dispositifs fonctionnent très bien auprès des jeunes :

- Les ATEC, qui permettent aux structures jeunesse d'accompagner les enfants dans la réalisation de leur projet ;
- Les BAFA citoyens, qui offrent aux jeunes adultes la possibilité de faire financer leur parcours BAFA par une collectivité partenaire en contrepartie d'heures de bénévolat dans les associations locales, en priorité des accueils collectifs du territoire.

Les deux associations départementales des Francas ont donc voulu capitaliser sur ces dispositifs afin de faire émerger des jeunes capables de poursuivre leur engagement au sein de notre association. Un parcours du jeune citoyen engagé a alors été imaginé, afin qu'il y ait toujours une place pour un jeune au sein des Francas.

1 – Les associations départementales des Francas de l'Allier et du Puy-de-Dôme coopèrent depuis plusieurs années à travers des conseils d'administration interdépartementaux et, aujourd'hui, l'engagement d'un agent de développement commun aux deux départements, soutenu par l'Union régionale.

Comme beaucoup d'associations, les Francas du Puy-de-Dôme et les Francas de l'Allier éprouvent des difficultés à trouver des bénévoles qui s'engagent au sein du conseil d'administration et fassent vivre les comités directeurs vieillissants. Les deux associations départementales ont donc imaginé un parcours du jeune citoyen engagé. Cette initiative a fait partie des nombreux « témoignages inspirants » qui ont rythmé les ateliers du congrès lors de la convention Ensemble pour l'éducation, à Dijon, en décembre dernier.

Parcours type

Comment se traduirait ce parcours concrètement ? Prenons l'exemple d'un-e jeune fréquentant un accueil de loisirs ; il ou elle pourrait :

- réaliser ses projets collectifs grâce à une ATEC ;
- se voir financer son BAFA grâce au BAFA citoyen ;

- s'engager dans le comité départemental des jeunes Francas qui lui permettrait de mieux appréhender le mouvement, ses instances, son fonctionnement, ses projets et de participer ainsi à ses actions (PushCar, CyberR@llye, ..), voire d'en proposer de nouvelles ;
- devenir formateur ou formatrice BAFA et/ou participer au réseau des animateurs et animatrices, consistant en un ensemble de rencontres favorisant le partage d'expériences, l'approfondissement de notions dans un cadre convivial de formation continue informelle ;
- il ou elle aurait enfin la possibilité de devenir dirigeant-e de son association départementale ou de toute autre association.

Il s'agit d'être attentif à ce que ce parcours d'engagement au sein du mouvement Francas évite l'entre-soi confortable, empêchant tout débat contradictoire. Il est important de veiller à ce que chacun-e puisse s'enrichir d'expériences extérieures aux Francas. La co-construction des BAFA citoyens avec des collectivités en est un bon exemple.

Par ailleurs, ce parcours ne doit pas nécessairement être linéaire : des raisons familiales ou professionnelles peuvent obliger à faire des pauses avant de revenir. Il peut être intégré à n'importe quel moment, avec ses expériences passées et diverses.

L'important est d'avoir un projet cohérent sur l'engagement des jeunes, adaptable, et pouvant convenir au plus grand nombre.

Aujourd'hui, deux jeunes issues des prémices de ce parcours se sont investies dans la gouvernance des Francas du Puy-de-Dôme et une dans celle des Francas de l'Allier.

Pour permettre aux territoires d'accompagner leurs jeunes dans leurs engagements, les deux associations réfléchissent à la création d'un label « Territoire engagé pour ses jeunes » qui aurait pour but de tisser des liens avec des partenaires institutionnels, locaux et politiques. De plus, l'ambition serait, à travers ce label, de créer un modèle économique viable par la mise en place d'un partenariat fort entre les Francas et un territoire.

Pour les Francas de l'Allier et les Francas du Puy-de-Dôme, Mathieu Pieyre, président de l'association départementale des Francas du Puy-de-Dôme. ■

Les conférences, universités populaires et ateliers débats ont été des temps de formation forts pour les stagiaires. Ici Marc-Olivier Padis, directeur des études de Terra Nova, lors de la conférence « La fraternité, une valeur à affirmer ».

© Nicolas Rodet

En quoi un tel événement complète-t-il votre formation ?



Marion Girault : C'est un réel enrichissement. Cela m'a permis de développer ma culture

professionnelle, de mieux appréhender les enjeux de l'animation et de l'éducation populaire aujourd'hui et ceux dont elle doit s'emparer pour continuer à transformer le monde de demain. J'ai pu croiser d'autres pratiques et d'autres regards sur l'action éducative dans les différents territoires, confronter mes points de vue à d'autres manières de voir, d'agir, de fonctionner. Les contenus théoriques de la formation DEJEPS¹ ont été illustrés par des exemples concrets d'initiatives en méthodologie de projet, formation, gestion administrative, gestion des ressources humaines, coopération, etc.



Alicia Latour : La convention a renforcé le sens de mes pratiques, appuyé les valeurs

des Francas et illustré les actions pour l'enfance et la jeunesse. Elle m'a permis de percevoir la dimension de réseau, de partenariats, d'institutions et d'acteurs locaux à différentes échelles territoriales.



Charles Gauthier : Cela m'a permis de mesurer les enjeux de l'animation d'aujourd'hui,

d'observer, d'échanger, de rencontrer des acteurs de la France entière autour de thématiques d'actualité. L'événement était adapté aux envies de chacun, avec un programme varié où chacun pouvait

1 – Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport.

La convention, une autre façon de se former

Des stagiaires en DEJEPS mention Développement de projets, territoires et réseaux en Nouvelle-Aquitaine ont participé à la convention Ensemble pour l'éducation organisée par les Francas à Dijon en décembre dernier. Marion Girault, responsable pédagogique d'un accueil périscolaire aux Francas de Gironde, Alicia Latour, formatrice et coordinatrice de la formation des volontaires à l'union régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine, et Charles Gauthier, coordonnateur jeunesse pour la Communauté de communes d'Aunis Atlantique, témoignent ici de ce que cet événement a participé de leur formation.

se saisir des enjeux qui le concernent au quotidien. C'est un plus pour un stagiaire DEJEPS, car cela permet de nous conforter dans nos actions et d'avoir une ouverture d'esprit plus importante sur certains sujets.

Si vous aviez à valoriser trois moments de la convention, lesquels seraient-ils ?

M. G. : La table ronde « Imagine... », autour de la notion d'utopie, qui était un temps particulièrement participatif. Les outils d'animation utilisés étaient directement réexploitables pour faire émerger l'expression des publics. La conférence « Identités et numérique », avec le sociologue Pascal Lardellier, qui a suscité de nombreux débats sur la place du numérique dans la vie des jeunes, sans stigmatiser ces pratiques omniprésentes. Et l'atelier débat « Le centre de loisirs éducatif, un pivot de l'accueil éducatif à l'échelle du territoire » qui a mis l'accent sur l'ancrage de la fonction de coordonnateur dans le territoire.

A. L. : Les projets et initiatives locales présentés lors des Agoras des projets, pour leur diversité. Les universités populaires, pour les différentes formes d'échanges et de débats proposées, ainsi que les ateliers débats, pour la culture personnelle et professionnelle et l'expertise apportée par les conférenciers.

C. G. : La conférence « Identités et numérique » de Pascal Lardellier, qui était riche en savoirs et ouvrait la réflexion à mener sur l'importance du numérique aujourd'hui. Une autre sur « Quelle intelligence pour quelle planète », à visée philosophique, où chaque participant a pu donner son opinion, construire une réflexion commune avec trois intervenants très pertinents. Et l'Agora des projets, qui est un moyen d'aller à la rencontre d'acteurs de terrain et d'échanger sur des projets et pratiques éducatives variés.

S'agissant des temps d'université populaire et de forum, en quoi ont-ils enrichi votre réflexion sur vos fonctions de coordonnateur ?

M. G. : Ces temps m'ont permis d'envisager toutes les facettes de la fonction de coordonnateur : la bonne connaissance du territoire, son animation à travers divers partenariats, des capacités à fédérer sur les questions éducatives...

A. L. : Ces temps ouvrent à toute personne des perspectives d'engagement citoyen, des espaces de discussion et de réflexion... Une dimension qui n'est pas négligeable dans nos projets territoriaux.

C. G. : Les questions soulevées sont au cœur de nos pratiques et permettent d'élargir nos connaissances et nos capacités à nous saisir des enjeux actuels. Les méthodes d'animations étaient en outre très différentes, avec un contenu très participatif, ce qui est enrichissant pour notre cursus. ■

*Propos recueillis par **Christophe Sauvaud**, délégué aux formations de la Fédération nationale des Francas, en charge de la région Nouvelle-Aquitaine.*

Numéro spécial • Dijon
20-23 décembre 2019

Passons Convention!

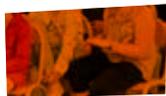
La Convention Ensemble pour l'éducation, organisée à Dijon du 20 au 23 décembre dernier, était une première pour le mouvement des Francas. Elle alliait trois événements phare : le congrès du mouvement, en vue d'affiner le projet fédéral 2020-2025 qui a été voté en assemblée générale les 25 et 26 janvier dernier, un Forum de l'enfance et de l'action éducative, donnant à voir la diversité des actions et initiatives du mouvement à toutes les échelles de territoires au travers d'agoras des projets et de nombreux ateliers, ainsi qu'une université populaire de l'éducation, ouverte à tous les citoyen·nes, afin que tous et toutes participent à la réflexion collective en faveur de l'éducation.

Le nouveau projet « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! » et quelques temps forts de la Convention dans les pages qui suivent. ■



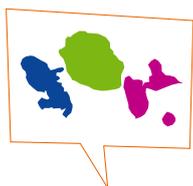
- p.10** Ensemble pour l'éducation !
- p.12** Les coulisses du forum
- p.13** Vous avez dit congrès ?
- p.14** Des projets à foison !
- p.16** Les universités populaires de l'éducation, des temps d'enrichissement et de réflexion collective
- p.18** Le droit à l'éducation et aux loisirs pour tous et toutes

Ont contribué à ce dossier : Stéphanie Barzasi, Mélanie Camus, Laurence Lardet, Jessica Pannetier, Yann Renault, Christophe Sauvaud



ensemble

pour l'éducation !



Durant la Convention Ensemble pour l'éducation, les Francas se sont réunis en congrès pour travailler leur projet « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! 2020-2025 » à partir des contextes nouveaux dans lesquels les Francas agissent au quotidien, mais surtout pour mieux prendre en compte les conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent-es. Ce projet, voté en janvier 2020, est constitué de deux parties. La partie « Une ambition politique, une exigence pour l'éducation » définit d'une part la perspective de société dans laquelle les Francas inscrivent leur action. D'autre part, elle affirme l'exigence des Francas d'une éducation et d'une action éducative qui contribuent à l'émancipation des enfants et des adolescent-es. La seconde partie, « Des orientations pour l'action éducative locale », propose quatre orientations et dix-neuf priorités très concrètes et s'adresse à l'ensemble de la société. Les Francas invitent tous et toutes, là où elles et ils agissent, à s'en emparer pour les mettre en vie collectivement.

UNE AMBITION POLITIQUE...



Six valeurs partagées et à partager fondent l'action des militant-es Francas : l'humanisme, la liberté, l'égalité, la solidarité, la laïcité et la paix. Ces valeurs forment un socle commun et se conjuguent, se répondent ; aucune ne se suffit à elle-même. À partir de ces valeurs, les Francas projettent leur action pour les enfants par l'éducation dans une perspective de société. Six grands principes politiques la caractérisent :

- Pour une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits humains ;
- Pour une société où l'économie est au service de l'humain ;
- Pour une société agissante pour la préservation d'une planète vivable ;
- Pour une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous et toutes ;
- Pour une société fraternelle ouverte à la diversité ;
- Pour une société éducatrice mobilisée pour l'éducation de tous et toutes.

Les Francas affirment que ces principes sont indissociables et déterminants pour permettre un développement durable. Les Francas inscrivent ainsi leur action en référence aux 17 objectifs pour un développement durable visés à l'horizon 2030 définis par l'Organisation des Nations unies en 2015¹.

... UNE EXIGENCE POUR L'ÉDUCATION

Pour les Francas, le droit à l'éducation demeure un objet de mobilisation publique et citoyenne. Il faut tout un territoire pour éduquer un enfant. Ils agissent pour mobiliser le plus grand nombre pour l'éducation et dans l'action éducative.

Les Francas dissocient l'éducation, processus global et continu vécu par l'individu, de l'action éducative qui regroupe l'ensemble des activités qui sont menées avec les individus pour leur permettre de se développer physiologiquement et affectivement, d'acquérir des savoirs, des savoir-faire ou des savoir être, de s'épanouir, de se projeter dans l'avenir. Autant de compétences nécessaires pour s'émanciper.

Les Francas visent une action éducative émancipatrice, c'est-à-dire, d'abord, transformatrice des conditions de vie, d'éducation et d'action des enfants et des adolescent-es. Pour permettre cette transformation, il est nécessaire de porter attention aux enfants, aux adolescent-es et aux jeunes, à ce qu'elles et ils vivent au quotidien sur leur territoire, aux influences auxquelles ils sont soumis, comme, par exemple, la montée de la pauvreté et le creusement des fractures sociales, économiques ou numériques. C'est à partir de là et d'enjeux d'éducation globaux que se repèrent les besoins éducatifs, sociaux et culturels auxquels il est essentiel de répondre.

Des enjeux globaux d'éducation à partager

- Un enjeu pour le vivre et l'agir ensemble, en considérant que chacun-e est tout autant citoyen-ne du monde qu'acteur ou actrice de la vie locale, nationale et européenne ;
- Un enjeu pour l'humanité, celui de faire vivre et partager les valeurs de paix, de liberté, d'égalité, de solidarité, de laïcité, d'humanisme ;
- Un enjeu pour le développement de la personne, son épanouissement et son émancipation.

L'éducation est l'affaire de tous. Pour transformer, il faut mobiliser, parce que l'action éducative est un commun, une action publique qui appartient à toutes et tous à laquelle chacun-e doit prendre part. Les Francas s'engagent pour mobiliser et influencer tout cet

écosystème et aller toujours plus loin pour les enfants et l'éducation. Avec les acteurs et actrices éducatifs, de l'animation, de l'enseignement, du travail social, de la culture, du sport qui font l'action éducative au quotidien. Avec les parents qui sont les premiers co-éducateurs et doivent être partie-prenante des espaces éducatifs. Avec les décideurs publics, État et collectivités locales en tête, afin qu'ils déploient des politiques publiques éducatives à la hauteur des enjeux. Avec les citoyen-nes qui par leur vote orientent les politiques publiques... Et avant tout, avec les enfants, les adolescent-es et les jeunes qui sont porteurs de savoirs, de cultures, d'expertises d'usage sur leur propre vie, sur la vie de leur rue, de leur quartier, de leur commune et des espaces éducatifs qu'ils fréquentent. Parce qu'elles et ils contribuent à l'éducation des autres, dont leurs pairs. Parce qu'elles et ils sont des leviers incontournables de transformation.

Cette mobilisation, les Francas l'inscrivent dans une démarche d'éducation populaire en impulsant et en animant des espaces d'échanges, en promouvant de nouvelles formes d'organisation, de participation et d'engagement pour inventer, expérimenter et enrichir l'action éducative locale.

Les Francas, en tant que mouvement d'éducation populaire, promeuvent la place des enfants et des adolescent-es dans la société et contribuent à leur éducation par l'action éducative dans le cadre d'une perspective globale de société. Ils agissent en activant plusieurs leviers, leur « vision transformatrice », leur « résistance créatrice », et l'« expérimentation anticipatrice ».

Pour les Francas, le droit à l'éducation demeure un objet de mobilisation publique et citoyenne. Il faut tout un territoire pour éduquer un enfant.



© SB / Les Francas



© SB / Les Francas

DES ORIENTATIONS POUR L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

Pour mobiliser une société éducatrice, les Francas proposent quatre orientations pour l'action éducative locale :

- Accueillir tous les enfants, les adolescent-es et les jeunes sur leurs territoires ;
- Partager les enjeux éducatifs actuels ;
- Faire évoluer les cadres éducatifs ;
- Encourager l'engagement et mobiliser les citoyen-nes, les parents, les acteurs locaux dans l'action éducative.

Ces quatre orientations sont déclinées en dix-neuf priorités que chacun-e peut faire sienne. Il appartient dès aujourd'hui aux militant-es Francas qui agissent localement ou au plan départemental, régional et national de faire valoir auprès des acteurs et actrices éducatifs locaux leurs positionnements politiques et de les inviter à se saisir, avec eux, de ces priorités pour l'action éducative locale. ■

¹ – En savoir plus : un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/



Qu'a représenté l'organisation d'un tel événement pour l'union régionale des Francas de Bourgogne-Franche-Comté ?



est un an et demi de travail. Les premières discussions, faisant suite à l'envie de candidater de l'association départementale des Francas de Côte-d'Or, ont débuté dès avril 2018. Par la suite, le travail de préparation a mobilisé de multiples collectifs : un comité de pilotage régional, un comité technique, et nous avons aussi beaucoup travaillé au sein du conseil d'administration de l'union régionale.

pouvant faire échos à des sujets que la ville souhaitait mettre en avant. Nous avons eu plusieurs rendez-vous avec les élu-es, notamment Anne Dillenseger, maire adjointe déléguée à l'éducation, avec les différents services, dont certains avec lesquels nous n'avons pas de contact (petite enfance, culture...). Le conseil régional a également été un partenaire fort, ainsi que le conseil départemental et la direction régionale jeunesse et sport sur des aspects logistiques et financiers. Il y a eu aussi tous les intervenant-es aux universités populaires, qui peuvent devenir des partenaires durables. Les retours que nous avons eus sont très positifs, de leur part comme de celle des collectivités. Tout cela ouvre des portes.

Un tel événement est aussi un temps de valorisation du dynamisme local, du mouvement, bien sûr, mais aussi de la richesse culturelle. Qu'avez-vous choisi de mettre en avant ?

L'agora des projets du vendredi 20 décembre était 100 % Bourgogne-Franche-Comté : 43 projets ont été présentés d'acteurs et actrices locaux de tous les départements de la région et couvrant les quatre thématiques retenues. Lors des ateliers qui se sont déroulés en parallèle de l'agora, nous avons eu de bons intervenant-es, dont certains proposés par nos partenaires (Conseil économique, social et environnemental régional, Inspection régionale de l'éducation...).

Il s'agissait aussi d'agir ensemble, car c'était le premier événement commun depuis la création de l'union régionale Bourgogne-Franche-Comté en 2017 ; l'organisation du forum régional a été particulièrement fédératrice. Par ailleurs, l'événement a mieux fait connaître le mouvement. Et le niveau de fréquentation des universités populaires a été une bonne surprise !

Sur le plan culturel, notre parti pris a été de mettre en avant la diversité des ressources locales : le marché des producteurs, les artistes locaux, le temps fort à l'hôtel de ville de Dijon valorisant aussi l'architecture dijonnaise, l'espace librairie alimenté par des éditions locales, le café associatif... Tout cela laisse de belles perspectives, car tous et toutes ont constaté qu'organiser d'un tel événement était possible ! ■

Propos recueillis par
la rédaction

En décembre dernier, à Dijon, avec l'association départementale des Francas de Côte-d'Or (lire p. 3), l'Union régionale des Francas de Bourgogne-Franche-Comté accueillait la Convention Ensemble pour l'éducation et avait en charge l'organisation du Forum de l'enfance et de l'action éducative. Un événement qui ne s'improvise pas et demande une sérieuse organisation, comme l'explique Laurence Lardet, déléguée nationale des Francas chargée de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Surtout, nous avons créé trois groupes de travail militants qui se sont réunis plusieurs fois pour la préparation : l'un travaillait sur le Forum de l'enfance et de l'action éducative, un autre sur l'université populaire de l'éducation et un autre sur l'accueil des participant-es et les dimensions conviviale et culturelle. Nous avons organisé une grande journée de mobilisation des militants. Chacun s'est positionné sur le groupe qui l'intéressait. Chaque groupe a avancé à son rythme, affinant progressivement les propositions que chacun-e identifiait dans son département. À partir de ces trois groupes, une mobilisation plus large s'est enclenchée que nous avons « matérialisée » le 31 août dernier par une journée conviviale réunissant des militant-es de toutes les générations des Francas autour d'un barbecue. Cela a créé du lien, une dynamique et une envie de se mobiliser ensemble.

Et du côté des partenaires, comment avez-vous procédé ?

L'association de Côte-d'Or a bien sûr beaucoup travaillé avec la ville de Dijon, autant sur le soutien logistique et financier que sur les aspects de l'événement

La mobilisation des militant-es de Bourgogne-Franche-Comté a été saluée sur la scène du Palais des congrès de Dijon.

© SB / Les Francas



Vous avez dit **congrès** ?

Après un touffu travail amorcé dix-huit mois auparavant, le congrès des Francas s'ouvrait le 20 décembre dernier dans le grand amphithéâtre du Palais des congrès de Dijon. Les militants congressistes sont venus s'approprier, enrichir et affiner le nouveau projet « Pour les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! », fondement des actions du mouvement pour les cinq ans à venir. C'est donc ça un congrès des Francas ?



△ Ouverture du Congrès de Dijon par Irène Pequerul.



© Nicolas Rodet

UN CONGRÈS DES FRANCAS, C'EST QUOI ?



est avant tout un rassemblement du Mouvement. Ce n'est pas un temps statutaire de la Fédération. À ce titre, il réunit des délégations représentatives du mouvement, c'est-à-dire les personnes qui animent le mouvement aux échelles départementale et nationale, qui ne sont donc pas nécessairement des représentants des associations départementales ou de la Fédération nationale. Car, aux Francas, c'est bien au Mouvement qu'il revient d'élaborer le projet. Pourquoi ? Parce que « le Mouvement Francas est l'entité dynamique qui observe, analyse, confronte les idées et les pratiques relatives à l'enfance et à l'éducation, en fait émerger de nouvelles, les expérimente, les évalue et surtout les fait véhiculer par des acteurs et actrices engagés. C'est par le Mouvement que s'exprime la démarche d'éducation populaire des Francas¹ ».

« Ce rassemblement permet de réinterroger notre projet, les valeurs qui le fondent, l'ambition que nous portons pour l'enfance et l'éducation, les orientations pour l'action éducative locale qui nous animent et la stratégie fédérale dont nous nous dotons pour faire vivre nos propositions dans le plus grand nombre de territoires, avec le plus grand nombre de militants, d'acteurs éducatifs et d'institutions », rappelait ainsi Irène Pequerul, déléguée générale de la Fédération nationale des Francas, en ouverture du congrès.

PRÉPARATION ET MOBILISATION

Un congrès des Francas fait toujours l'objet d'une démarche longue de préparation et de mobilisation des militants du mouvement en lien avec les collectivités, les associations locales adhérentes et partenaires et les acteurs éducatifs locaux. Le congrès de Dijon est l'aboutissement de quatre démarches complémentaires amorcées depuis un an et demi :

- l'organisation de 300 forums locaux et départementaux de l'action éducative locale, afin de concerner le plus largement possible les organisateurs locaux et les acteurs éducatifs ;
- l'opération « 100 000 enfants et adolescent·es s'expriment et dialoguent », pour mieux prendre en compte ce que les mineurs disent du monde dans lequel ils grandissent et en déduire les besoins éducatifs, sociaux et culturels auxquels les acteurs et actrices éducatifs ont à répondre ;
- l'appel à la contribution des associations départementales pour réactualiser le projet et en faire évoluer la formulation dans ses différentes parties ;
- l'organisation de cinq regroupements inter-régionaux qui ont mobilisé plus de 170 militants permanents et non permanents pour engager la réflexion sur l'élaboration de la stratégie fédérale des cinq ans à venir.

Ces mois de réflexions partagées ont permis l'élaboration de la trame du nouveau projet des Francas, que les congressistes ont débattu et enrichi et que l'assemblée générale de la Fédération a voté les 25 et 26 janvier dernier (lire p. 10-11). ■



Une longue tradition

Le premier congrès des Francas s'est tenu à Mâcon en 1958. Depuis le congrès de Lorient en 1966, la régularité de la tenue d'un congrès s'est installée, permettant, en même temps que la rencontre de tous les acteurs du mouvement, de tracer une carte de France des rendez-vous des éducateurs militants : Orléans en 1974, Grenoble en 1980, Le Havre en 1983, Rennes en 1989, Toulouse en 1995, Lyon en 2000, Nantes en 2004, Bordeaux en 2009, Amiens en 2014 et Dijon en 2019.

1 – Pierre de Rosa, ancien délégué général de la Fédération nationale des Francas



© Nicolas Rodet

Des projets à foison !

Lors du Forum de l'enfance et de l'action éducative organisé dans le cadre de la Convention Ensemble pour l'éducation, deux agoras de projets ont permis de présenter la vitalité et la diversité du mouvement des Francas à toutes les échelles de territoires. Des projets de la région Bourgogne – Franche-Comté, d'abord (lire p. 12), puis de toute la France. Au total, pas moins de 86 projets ont été présentés aux participants. Une occasion pour les acteurs et les actrices de l'éducation de se rencontrer, d'échanger, de s'inspirer mutuellement. Picorage d'initiatives.



« Ensemble pour une voix »



Le projet de ce grand spectacle qui s'est tenu le 24 mai dernier à Devecey, dans le Doubs, présenté lors de l'Agora des projets de Bourgogne-Franche-Comté, a vu le jour dans le cadre de l'opération « 100 000 enfants et adolescent·es s'expriment et dialoguent » et de la célébration des 30 ans de la Convention internationale des droits de l'enfant.

« Ensemble pour une voix est un spectacle dont le fil rouge, raconté par une petite fille, porte sur la thématique des droits de l'enfant. Ça a été un projet très fédérateur

initié par les centres de loisirs des Auxons, de Chemaudin et Vaux, d'Audeux, de Devecey, de Pelousey et de Vieilley », présente Julien Barberot, coordonnateur de secteur et de ce projet. « Les six centres de loisirs ont vraiment travaillé ensemble. Près de 90 enfants ont participé. Cela a donné un spectacle mémorable devant 450 spectateurs. » ■

Pour voir le film souvenir du spectacle :

enfantsacteurscitoyens.fr/publication/868
et [youtube.com/watch?v=QWYsWb4JnOE](https://www.youtube.com/watch?v=QWYsWb4JnOE)

En savoir plus :

julien.barberot@francas-doubs.fr



▲ Le stand du projet Ensemble pour une voix lors de l'agora des projets du 20 décembre.
© SB / Les Francas

T'as voulu voir Vierzon et on a vu Vierzon...

« T'as voulu voir Vierzon » La petite ritournelle de la chanson de Jacques Brel est devenue le nom du court-métrage réalisé par de jeunes animateurs volontaires des Francas du Cher en réponse à un reportage sur les déserts des centres-villes réalisé par la journaliste Natacha Polony, aujourd'hui directrice de la rédaction de *Marianne*, et diffusé le 1^{er} octobre 2017 sur C8 dans l'émission *Les Terriens du dimanche*¹.



Le film de Natacha Polony « faisait un portrait pas très jojo de la ville de Vierzon, parce que les commerces ferment, parce que tout se concentre dans les périphéries, les gens ne parlent pas en bien de leur ville... Ce genre de choses », se souvient Marie, 25 ans, membre de l'équipe de tournage du film « T'as voulu voir Vierzon » qui montre un autre visage de la ville. Amaury, 20 ans, Jaffa, 24 ans, Marie et Jessica, 25 ans, incités par l'association départementale des Francas du Cher à créer un projet, se sont lancés dans l'aventure de la réalisation.



▲ De gauche à droite, Amaury, Jaffa, Marie et Jessica, lors de l'agora des projets du forum de l'enfance de l'action éducative, du 22 décembre.
© SB / Les Francas

« Avec les Francas et Ciclic (l'agence régionale du Centre-Val-de-Loire pour le livre, l'image et la culture numérique), ainsi qu'un réalisateur professionnel, Mallory Grolleau, nous avons travaillé à ce projet. Le but était double : s'approprier les techniques de tournage et de montage pour pouvoir les réutiliser en animation avec des enfants et des jeunes, mais aussi concevoir et réaliser entièrement un projet de film. »

Aucun thème précis n'était fixé au départ, à part l'idée générale de travailler sur la manipulation des images et sur la citoyenneté. Le réalisateur leur propose de visionner le film de Natacha Polony. Les quatre apprentis réalisateurs décident d'en faire une réponse, vue de l'intérieur. « Nous avons voulu interroger

nous-mêmes les citoyens, des personnes différentes, hommes, femmes de tous âges... » Et le constat dressé est devenu bien différent. « Il a fallu prendre notre courage à deux mains, parce que ce n'est pas évident d'aborder les gens pour les interviewer. Mais nous avons pu interroger une quinzaine de personnes, des amoureux de leur ville mais qui voyaient les défauts, des habitants de longue date, des personnes qui venaient d'arriver, de jeunes étudiants qui ne comptaient pas rester... »

Le projet a débuté en mai dernier, d'abord pour envisager la manière de faire et le matériel nécessaire, puis à raison d'un rendez-vous de toute l'équipe avec le réalisateur toutes les deux semaines. « Ce n'était pas toujours facile parce que certains d'entre nous avaient le bac, d'autres des partiels. »

Ce projet va entraîner d'autres que les jeunes animateurs veulent impulser avec les enfants. « Maintenant, nous connaissons des techniques légères, accessibles aux enfants. L'idée est aussi de travailler sur la notion de manipulation par les images, à l'éducation aux médias. Car c'est aussi dans la manière de penser un reportage, pas seulement d'un point de vue technique, que nous avons appris des choses. C'est intéressant. »

Le film a été diffusé le 24 janvier au Ciné Lumière, le cinéma de Vierzon, dans le cadre d'un ciné-débat sur le thème « Les jeunes sur leurs territoires : habitants ou citoyens ? ». Trois films réalisés par des jeunes étaient projetés devant une soixantaine de personnes, dont des élus, des membres de conseils citoyens, des membres de conseils de quartier, des citoyens vierzonnais et des professionnels de la jeunesse. « Une soirée riche en échanges, selon Jessica Pannetier, des Francas du Cher. L'aventure continue pour les jeunes via la diffusion du film dans différents projets des Francas et avec les espaces citoyens de la ville de Vierzon. »

Le film est aussi disponible en ligne : vimeo.com/channels/ciclicpasseursdimages/377088224. L'enverront-ils à Natacha Polony ? La question se pose ! ■

En savoir plus : ad18.francas@orange.fr



▲ Le dépliant programme de toutes les animations de l'été dernier en pieds d'immeubles dans le quartier de l'Étang-des-Moines, à Couronne, en Charente.

Un été à partager



été dernier, dans la commune de la Couronne, en Charente, un large réseau de partenaires regroupant le Centre socio-culturel et sportif de la Couronne

(CSCS), la commune, l'Association pour le droit à l'initiative socio-économique (ADIE), les Francas de Charente, les Petits débrouillards, le club de basket, le multi-accueil du Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU), l'Association départementale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (Adsea), Omega médiation sociale et le conseil citoyen, s'est associé pour proposer un projet d'animation durant tout l'été, du 8 juillet au 30 août, en pieds d'immeubles, au cœur du quartier de l'Étang-des-Moines. Une initiative faisant appel à des financements de la politique de la ville et qui a permis tous les jours de la semaine pendant près de deux mois de proposer un large panel d'activités à des enfants, des jeunes et des familles qui ne fréquentent habituellement pas les structures municipales ou associatives de la ville : jeux géants, chasse aux trésors, rallye photo, olympiades, tournois de jeux, ateliers créatifs, contes, café des parents, ateliers cuisine, initiation au basket, ateliers sciences, ainsi que des soirées festives...

Aujourd'hui ce collectif de structures réfléchit à la manière de proposer d'autres initiatives à chaque congé scolaire pour ce public qui reste sinon invisible. Il se pourrait que « l'été à partager » se prolonge par des animations nomades en cours d'année, les Anim'ades. ■

En savoir plus : 05 45 67 17 00
accueil@csclacouronne.org
csclacouronne.org

< Image extraite du film T'as voulu voir Vierzon.

1 – Visionable ici : tv-programme.com/les-terriens-du-dimanche_magazine/replay/la-mort-des-centres-villes-de-province_59d1475f162f4

Des temps
d'enrichissement
et de réflexion
collective

Les universités populaires de l'éducation

Au cours des quatre jours de la convention Ensemble pour l'éducation organisée par les Francas à Dijon en décembre dernier, neuf séquences d'université populaire de l'éducation ouvertes à tous et à toutes se sont tenues dans différents lieux au cœur de la ville. Avec près de 250 participant-es, le succès de fréquentation était au rendez-vous, preuve que les citoyen-nes ont envie de débattre de sujets de société relatifs à l'éducation. Quelques points clé de certaines séquences.



« Le temps du rêve »

Séquence animée par Benoît Lambert, directeur depuis 2013 du théâtre Dijon Bourgogne, le 21 décembre, au Cellier de Clairvaux.



Le temps du rêve... doit être sauvé ! C'est en substance la tournure qu'ont pris les échanges menés par Benoît Lambert lors de la séquence d'université populaire qu'il animait. Reformulant la problématique proposée avec les participant-es, le directeur du théâtre Dijon Bourgogne a posé plusieurs constats : dans la société actuelle, où l'inactivité est mal vue, les enfants sont sursollicités. Quelle place leur reste-t-il pour l'ennui, le rêve ? La peur de s'ennuyer règne. Un phénomène renforcé dans un modèle de société où le numérique régit toujours plus les sociabilités et incline à nous habituer au « tout, tout de suite » : consommation, jouets, vidéos, musique... et où l'emprise de la marchandise est partout. Le numérique, en particulier les smartphones, fracturent l'attention, essentiellement en vue de placer des produits marchands.

Pour Benoît Lambert, le numérique marchand est bien un nœud de l'endiguement du temps du rêve. Il nous inonde, fonctionnant avec force algorithmes de recommandations, et au lieu d'inciter à la découverte, à la rencontre de l'autre, nous enferme sur nous-mêmes, nos préférences, nos avis, sur l'identique, en somme. Or, plus on s'enferme dans ce que l'on connaît, plus

les capacités d'empathie s'amenuisent. Trouver encore le temps du rêve revient à sauver l'imaginaire du domaine de la marchandise.

Bien entendu, comme l'a fait remarquer l'assistance, tout n'est pas nuisible dans le numérique : les jeunes semblent avoir une conscience assez aiguë de la qualité de leurs relations via les réseaux sociaux. Ils sont par ailleurs de grands producteurs de contenus, créant eux-mêmes des chaînes Youtube ou autres. Il n'empêche que nous sommes tous prisonniers à différents stades d'une certaine idéologie de l'immédiateté.

Dans ce contexte, la culture, l'éducation ont bien sûr un rôle à jouer. Mais comment toucher un public large ? Benoît Lambert se souvient de l'exemple de Jean Vilar, dans les années 1970, qui, pour faire venir les ouvriers des usines Renault de Boulogne-Billancourt, affrétait des bus allant les chercher à la sortie de l'usine pour les faire venir jusqu'au théâtre. Ce public n'aurait jamais osé venir autrement.

Pour continuer de penser librement, d'imaginer, selon Benoît Lambert, il faut se rencontrer, à l'exemple des Gilets jaunes qui ont sociabilisé, échangé, discuté en se rencontrant sur les ronds-points. Tous témoignent aujourd'hui de cette joie de la rencontre qu'ils avaient perdue. ■



© SB / Les Francas



« Identités et numérique »

Séquence animée par Pascal Lardellier, professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Bourgogne, le 22 décembre, à la salle Devosge.



la thématique proposée, Pascal Lardellier a imaginé un titre plus ludique : « Surfer, oui, mais gare aux vagues ! De la culture numérique des jeunes au lien social à l'ère d'internet ». Selon le professeur, le numérique entraîne un profond bouleversement des rapports sociaux. Une révolution qui doit être accompagnée par les acteurs des corps intermédiaires, notamment les associations d'éducation populaire.

Bien sûr, Internet est un dispositif relationnel et culturel exceptionnel : accès à un savoir presque illimité, à des prises de contacts avec des personnes qu'il était impossible de toucher auparavant...

Pour autant, les outils numériques sont toujours adossés à des contextes socioculturels. Tous les enfants ayant une tablette en main ne sont pas égaux. Au contraire, les technologies de l'information et de la communication (TIC) tendent à renforcer les inégalités socioculturelles plutôt qu'à les aplanir.

Penser enfance et numérique revient aussi à faire remonter des thèmes anxieux, comme le cyber harcèlement, les cyberaddictions, la cyberpornographie, le djihadisme en ligne...

Par ailleurs, les enfants sont équipés de plus en plus tôt d'outils toujours plus interactifs et performants. L'essentiel de la sociabilité adolescente se fait aujourd'hui sur les réseaux sociaux. Nous sommes dans une société de la communication euphorique, qui ne se rencontre plus, qui se désinstue, plongée dans une accélération des temporalités traditionnelles, dans l'ère de l'inquiétude permanente (syndrome du « t'es où ? ») et sujette à une « big-brotherisation » consentie.

DES PISTES À EXPLORER

Les échanges de Pascal Lardellier avec la salle ont été riches et nombreux. Ils ont mis en lumière des expériences, outils et idées dont les éducateurs peuvent se saisir pour accompagner les enfants et les jeunes dans leurs usages du numérique. Certaines pistes ont trouvé un écho particulier parmi les participants :

- l'idée de sanctuariser des moments non connectés, voire d'organiser des séjours non connectés ;
- travailler sur la rétro-socialisation : les enfants et les jeunes ont des usages très poussés et instinctifs des réseaux. Ils connaissent toutes les nouvelles

applications et réseaux. Des ressources sont donc à chercher dans la formation des adultes par les plus jeunes. Ce dispositif pourrait à la fois les valoriser et installer le dialogue entre générations, tout en poussant les jeunes à réfléchir à leurs usages en devant les formuler clairement ;

- travailler aussi avec les jeunes parents très connectés. ■

En savoir plus :

- *Le pouce et la souris. Enquête sur la culture numérique des ados* (Fayard, 2006)
- *Génération 3.0. Enfants et ados à l'ère des cultures numérisées* (EMS Editions, 2016)

L'université populaire de l'éducation, une ambition collective

L'ambition d'une université populaire de l'éducation telle que l'envisagent les Francas est de proposer un cadre de réflexion, de transmission libre de savoirs avec pour objectif de contribuer le plus largement possible à la participation des citoyen·nes à l'éducation. Elle permet de construire des réflexions voire des réponses humanistes à de grandes questions d'éducation inhérentes à notre société.

« Imagine... »

Séquence animée par Julie Bouquemont, chargée de développement des Francas de la Marne et des Ardennes, et Audrey Rio, déléguée aux formations de la Fédération nationale des Francas en charge de la région Grand-Est le 21 décembre, à la mairie annexe des Grésilles.



Mélanie Camus, animatrice départementale des Francas du Puy-de-Dôme livre son témoignage sur cette séquence d'université populaire à laquelle elle a participé : « (...) Nous sommes environ une trentaine (...). En introduction, deux animatrices nous exposent le contexte : qu'est-ce qu'une université populaire, les quatre parcours proposés (le jeu, le rêve, l'alimentation et l'environnement) et un focus sur la thématique de cette table ronde : le rêve.

Dans un premier temps, nous avons réfléchi à un rêve personnel : rêve-t-on d'une meilleure santé, de la paix dans le monde, de la découverte d'une vie extraterrestre... Regroupés par idée générale voilà nos rêves affichés au mur !

Dans un second temps, par petits groupes, nous avons choisi un rêve collectif pour mieux vivre ensemble et nous avons réfléchi sur les modalités de mise en place prenant en compte les réalités de terrain.

En conclusion, les animatrices ont répondu à nos questions, nous avons échangé sur nos pratiques et philosophé un peu ! (...) Les deux animatrices nous ont accompagnés de manière très constructive et je saurais mieux maintenant amener les groupes que j'accompagne à passer du désir pour soi-même au faire ensemble dans le respect mutuel. » ■

Mélanie Camus,
animatrice départementale des Francas du Puy-de-Dôme



Onze ateliers-débats se sont tenus lors de la Convention Ensemble pour l'éducation à Dijon en décembre dernier. Focus sur l'un d'entre eux qui concernait le droit à l'éducation et aux loisirs des mineur-es en situation de migration. Deux intervenant-es y ont partagé des expériences concrètes : Oliver Epron, président des Francas de Seine-Saint-Denis, et Laëtitia Romain, animatrice départementale chargée de la formation et de l'accompagnement aux Francas de l'Isère.

Le droit à l'éducation et aux loisirs pour tous et toutes

Mineur-es en danger

Le terme de « mineur isolé étranger » est encore employé, mais le terme administratif consacré est désormais celui de « mineur non accompagné ». Selon la loi française, un ou une mineur-e non accompagné est considéré comme étant en situation de danger et doit être pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Pourtant, souvent, les instructions administratives de reconnaissance de minorité de ces enfants sont bâclées, ils ne sont reconnus ni mineur-es ni majeur-es et ne peuvent pas bénéficier d'accompagnement légal.



Quelle que soit leur situation, les mineur-es non accompagnés (*lire encadré*), comme tout enfant, doivent avoir accès aux loisirs et à l'éducation. Ce droit, les Francas y sont viscéralement attachés.

Pour le mettre en pratique, un projet porté conjointement par Médecins sans frontières (MSF) et par les Francas de Seine-Saint-Denis, présenté par Olivier Epron, propose des loisirs culturels à des mineur-es en situation de migration. Afin que ces jeunes non pris en charge par l'aide sociale à l'enfance bénéficient d'un accompagnement médical, psychologique, social et juridique, MSF a mis en place en 2017 un centre d'accueil de jour à Pantin. Les Francas de Seine-Saint-Denis ont rencontré l'équipe de MSF. Un partenariat s'est mis en place et, désormais, des activités comme des ateliers d'initiation au push-car ou à la robotique et des sorties spectacles, parfois suivies d'un hébergement citoyen chez un ou une militant-e, sont proposées régulièrement (*lire Camaraderie n° 324 de mars 2019*).

FUTURS ANIMATEURS Bafa ?

Autre exemple d'action concrète en direction de jeunes migrant-es, le projet de formation d'animateur-trices volontaires monté dans le cadre du réseau d'acteur-trices jeunesse de la métropole de Grenoble, Y-nove, que présente Laëtitia Romain.

Y-nove, qui réunit 52 partenaires dont les Francas de l'Isère, a pour but de mettre les jeunes au centre des dispositifs et actions qui les concernent. Parmi les structures du réseau plusieurs proposent des accompagnements divers de jeunes en situation de migration.

Trois agoras ont été organisées afin que ces jeunes puissent s'exprimer. Environ 120 jeunes ont participé, venant surtout de République du Congo, les filles étant très minoritaires. Les thèmes principaux évoqués ont d'abord été relatifs aux difficultés à se loger, à se soigner, mais aussi à vivre leur vie de jeune (loisirs, rencontre d'autres jeunes...). Lors de temps de parole non mixtes, pour permettre aux filles d'exprimer leurs difficultés particulières, la question des règles et de l'hygiène ou le sujet grave de la prostitution ont pu être abordés.

La troisième agora, animée par les Francas de l'Isère et organisée en présence de la Caf, de la DDCS (Direction département de la cohésion sociale), de la chambre de commerce et du département, a permis de prendre des engagements concrets pour des chantiers collectifs autour de la scolarité, de la formation et du logement de ces jeunes. Le chantier collectif porté par les Francas de l'Isère est celui de la formation Bafa : des jeunes non encore reconnus mineurs ont pu passer le stage pratique du Bafa. Pour le moment, la barrière administrative est évitée puisque, jusqu'au jury final, aucun papier n'est demandé. Les Francas de l'Isère font le pari que les jeunes auront un statut d'ici la fin du parcours Bafa.

Lors des échanges avec les participant-es de l'atelier à Dijon, émotion et indignation étaient à fleur de débat, tant les situations rencontrées par les un-es et les autres des militant-es peuvent être difficiles. Mais la mobilisation citoyenne ne baisse pas les bras, convaincue que la solidarité produit de l'éducatif pour tous et toutes. ■



L'atelier débat > en présence d'Olivier Epron et de Laëtitia Romain a été riche d'échanges d'expériences avec les participant-es.
© SB / Les Francas

En savoir plus :

francas93.wordpress.com / francas93@gmail.com
francas38.fr / contact@francas38.asso.fr
y-nove.org / Facebook : @ynovegrenoble

Les Promeneurs du net de Saône-et-Loire ont pris les chemins de la grande toile pendant deux ans avec les Francas. Des Promeneurs, vraiment ?

Les chemins de traverse de l'éducation au numérique

Pas sur de vrais chemins ni sur leurs deux jambes, mais ils déambulent bien sur les réseaux sociaux, à la rencontre des jeunes pour leur donner des clés d'utilisation, les écouter, échanger. Une vocation éducative indispensable qui a suscité de nombreuses discussions lors de l'atelier d'échange de pratiques intitulé « L'espace numérique, un nouvel espace : quelles nouvelles postures pour les animateurs et animatrices ? » qui se tenait le vendredi 20 décembre lors de la Convention Ensemble pour l'éducation, à Dijon.

Au plus près des usages

Concrètement, les Promeneurs du net proposent aux jeunes avec lesquels ils sont en contact dans leur structure d'être « ami-es » sur les réseaux sociaux et leur offrent la possibilité d'échanger par messagerie instantanée, par courrier électronique ou dans le cadre du fonctionnement classique d'un réseau social. Les Promeneurs du Net assurent également des permanences en ligne sur des créneaux précis et annoncés durant lesquels ils et elles sont disponibles pour des conversations instantanées. Ils interviennent avec un « profil » professionnel, à visage découvert, afin d'être identifiés et reconnus des jeunes et de leurs parents. La présence sur internet est en moyenne de trois heures hebdomadaires.

Lors de l'atelier d'échange de pratiques intitulé « L'espace numérique, un nouvel espace : quelles nouvelles postures pour les animateurs et animatrices ? » qui s'est tenu dans le cadre de la Convention Ensemble pour l'éducation, Romuald et les Promeneuses du net Sandra, Audrey, Léa et Stéphanie précisaient leurs missions aux participants vivement intéressés par la démarche.

Ce fut l'occasion par exemple de rappeler que « l'objectif des Promeneurs du net n'est évidemment pas que le numérique se substitue à l'animation, mais bien de ramener les jeunes dans les espaces collectifs pour vivre des choses ensemble. Il s'agit d'un travail de prévention pour faire en sorte que les jeunes ne soient pas simplement dans de la consommation d'activités ». ■

< Romuald, Audrey et Léa témoignaient de leur mission en décembre dernier, à Dijon. © Nicolas Rodet

L'aventure des Promeneurs du net de Saône-et-Loire a commencé par la réponse des Francas du département à un appel d'offre lancé par la Caf locale en septembre 2017, avec la participation financière de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la Mutualité sociale agricole de Saône-et-Loire. La mission : constituer un réseau local d'animateurs du numérique auprès des jeunes de 11 à 25 ans.

Le dispositif est national et a été initié par la CNAF et le département de La Manche depuis 2012. En Saône-et-Loire, le réseau des Promeneurs du net s'est vite développé pour compter, en décembre 2019, trente promeneurs, « un beau maillage par rapport à de nombreux autres départements », estime Romuald Renaud, qui a coordonné le dispositif départemental pour les Francas jusqu'en décembre dernier.

En 2019, la Caf a financé la formation des animateurs sur les usages numériques et sur les pratiques et postures professionnelles. Du matériel a également été

financé, smartphone et/ou tablette. Ainsi accompagnés, les Promeneurs sont en capacité de se questionner, de s'adapter et d'évoluer en permanence, au rythme de l'évolution des usages.

La mission de « Promeneur » vient en complément des missions quotidiennes d'animateurs et animatrices dans leurs différentes structures. « Les profils des Promeneurs et promeneuses du net de Saône-et-Loire sont multiples : animateur-rices jeunesse, multimédia, informateur-jeunesse, animateur-rices socio-culturel, en habitat jeunes, animateur-riche FJT (Foyer de jeunes travailleurs), personnel de l'Éducation nationale... », explique Romuald Renaud. Ils et elles entrent en relation avec les jeunes sur Internet afin de prolonger leur action éducative sur la toile. Cela ne modifie ni leurs missions ni leur rôle, c'est complémentaire à leur activité quotidienne, en étant au plus près des préoccupations des jeunes, en prenant appui sur un média qui leur est familier, en ciblant mieux leurs besoins et en adaptant les propositions. »

EN SAVOIR + www.facebook.com/coordinationPdN71/
www.promeneurdu.net.fr/dept71
Francas de Saône-et-Loire : accueil@francas71.org



▲ Les Promeneurs du net de Saône-et-Loire, lors de l'agora des projets du 20 décembre. © DR

L'éducation, tout un monde !



© SB / Les Francas

Lors de la Convention Ensemble pour l'éducation, en décembre dernier, une dizaine de délégations étrangères ont participé à la réflexion du congrès sur le projet 2020-2025 des Francas. Ces associations partenaires des Francas, avec lesquelles elles développent des projets en commun, étaient plus particulièrement invitées à plancher sur les axes définissant la stratégie des Francas à l'international et en Europe. Une occasion aussi de croiser les regards et de projeter les changements sociaux et sociétaux visés par les actions des organisations œuvrant partout pour l'éducation. Témoignages de participants.



© SB / Les Francas

Maroc

Le mouvement Tofola Chaâbia a été créé le 5 janvier 1956 à Rabat. Il regroupe plus de 35 sections dans de nombreuses villes du Maroc. Membre fondateur de la Fédération internationale d'échange d'enfants et d'adolescent-es, et de l'Observatoire national de l'enfance, Tofola Chaâbia œuvre pour la participation à la formation du citoyen moralement et physiquement afin qu'il développe une personnalité harmonieuse, indépendante et responsable. ■

Témoignage

« Comme d'habitude, nous étions heureux de participer à cet événement très important. La Fédération des Francas a fait preuve de professionnalisme dans l'organisation, mais aussi d'un bon choix de thèmes de débats. Le Mouvement Tofola Chaâbia a contribué à la réflexion sur le projet à venir de la fédération, surtout sur l'axe 3. Nous avons apprécié l'importance accordée à la dimension européenne et internationale des projets éducatifs. Nous avons saisi l'occasion de la présence des délégations internationales pour discuter autour de ce sujet et travailler éventuellement sur un projet bilatéral, trilatéral voire unilatéral. L'éducation populaire, l'animation socioculturelle, la formation, le volontariat et les échanges internationaux sont les piliers et les raisons d'être de notre Mouvement Tofola Chaâbia. »

Boujemaa Edderwich,
délégué national à la Coopération internationale du Mouvement Tofola Chaâbia
Abdeljabbar Medkouri,
trésorier national du Mouvement Tofola Chaâbia

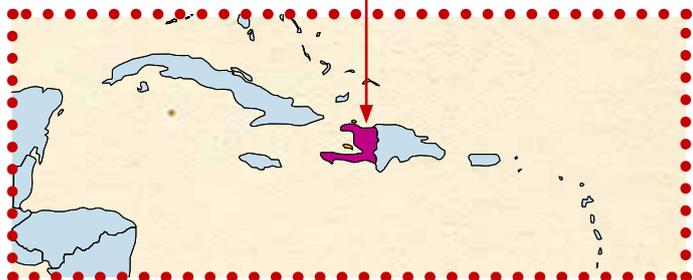
Le Forum pour le développement et la coopération Sud-Sud - Sud-Nord du Maroc était également présent lors de la Convention Ensemble pour l'éducation.

Guinée

Le Réseau Afrique jeunesse de Guinée (RAJGUI) est l'une des organisations de jeunesse les plus représentatives en Guinée. La plateforme défend les droits et les intérêts des jeunes dans le pays. ■ rajgui.org

Haïti

Deux partenaires haïtiens étaient présents lors de la Convention Ensemble pour l'éducation, l'Association des animateurs polyvalents pour l'encadrement de la jeunesse (AAPEJ) et Men Kontre Pou Timoun Rozo (MKTR). Ils sont depuis plusieurs années engagés dans un programme éducatif avec l'Amicale Laïque de Couéron Centre (Loire-Atlantique) mis en place sous l'égide de Solidarité Laïque et des Francas. Dans le département haïtien de la Grand'Anse, à l'ouest du pays, chaque été, des camps sont organisés par l'AAPEJ qui accueillent les enfants des villes de Roseaux, Jérémie et Dame-Marie, dans le foyer éducatif de l'association MKTR, dans la ville de Roseaux. ■



© SB / Les Francas

Belgique

Le Centre d'action laïque du Brabant Wallon est une association qui promeut la solidarité, l'esprit critique. Elle produit notamment la revue d'initiation à la philosophie *Philéas & Autobule* destinée à tous les enfants. *Philéas & Autobule* est un outil pour

susciter les interrogations, éveiller la curiosité, donner du sens et former l'esprit critique au travers de jeux, d'histoires, de bandes dessinées, de créations artistiques, de récits. ■ phileasetautobule.be calbw.be

Tunisie

L'Organisation nationale de l'enfance tunisienne (ONET) est une association non gouvernementale nationale œuvrant dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse. L'association organise en particulier des camps thématiques pour les enfants et les jeunes, mais aussi des formations pour les professionnels de la jeunesse. D'autres activités concernent l'entrepreneuriat, l'employabilité, l'environnement ou l'exclusion sociale. ■

Témoignage

« Tout enfant dans ce monde a droit à une éducation civique de qualité, à des activités récréatives et de loisirs, et à une prise en charge globale et efficace. C'est notre responsabilité et notre devoir partagés ! »

Alaeddine Haj Amor,
directeur d'activités et formateur
et président du bureau local Zriba



Algérie

La Fondation algérienne pour la sauvegarde des droits de l'enfant (Fasde) est une association créée en 1988. Son action couvre le territoire de la Wilaya de Ain Temouchent. Elle œuvre pour la promotion des droits de l'enfant en faisant référence à la Convention internationale des droits de l'enfant et

aux conventions ratifiées par l'Algérie. Elle sensibilise le public et les autorités à la promotion de ces droits et pour définir les dangers qui menacent le bien-être des enfants. Elle travaille aussi pour la cause féminine, l'ouverture sur les autres cultures et les relations humaines. ■

Bénin

Le partenaire béninois, le Conseil des activités éducatives du Bénin (CAEB), créé en 1975, est une organisation non gouvernementale active en éducation et reconnue d'utilité publique par le gouvernement Béninois. Le CAEB agit par l'éducation pour réduire les inégalités sociales, pour contribuer au mieux-être des populations et à l'excellence en milieu scolaire. Des équipes du CAEB participent notamment chaque année au Cyber r@llye des Francas. ■

Témoignage

« De la Convention Ensemble pour l'éducation, je retiens particulièrement l'engagement des uns et des autres, jeunes et moins jeunes autour de cet événement. Ceci prouve que le défi mondial que représente

l'Education est en passe d'être triomphalement relevé. Les Francas en montrent le chemin... »

Esther Cakpo,
déléguée du CAEB
caeb-benin.com/



Cameroun

L'Enfance Joyeuse du Cameroun est une association au service de la jeunesse depuis six décennies, à travers des loisirs éducatifs et culturels. ■

Témoignages

« La Convention Ensemble pour l'éducation fut un grand moment de partage autour d'une question primordiale : l'éducation. Le projet des Francas " Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation ! " accorde une place de choix aux enfants et adolescents dans la société. Encore une fois merci de nous avoir invités à cet événement majeur, pour la chaleur de l'accueil et le séjour à Dijon. »

Pierre Wafo,
président national
de l'Enfance Joyeuse
du Cameroun

« La convention " Ensemble pour l'éducation ", qui mettait l'accent sur la Fraternité, en cette fin d'année 2019 à Dijon, fut pour moi, un moment d'écoute, d'appropriation des activités des Francas, de passage en revue des questions touchant à l'encadrement et à la formation de la jeunesse, mais aussi d'échanges résolument instructifs lors de la plénière et des réunions de groupe, avec un accueil et une très bonne organisation. Nous remercions les organisateurs pour ces moments de grande fraternité pour l'éducation. »

Huguette Tchuissi,
présidente de l'association Santé Espoir,
partenaire de l'Enfance
joyeuse du Cameroun
sur les aspects sociaux
et d'éducation sanitaire
et qui représente
l'Enfance joyeuse du
Cameroun en Europe

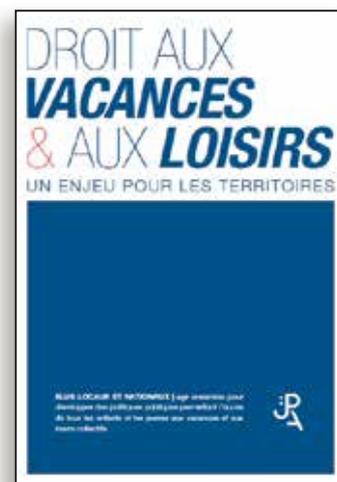


La jeunesse au plein air (JPA) : les communes, actrices incontournables du droit aux vacances et aux loisirs

Au sein des accueils collectifs de mineurs (ACM – colonies de vacances, centres de loisirs, voyages scolaires...), les enfants et les jeunes vivent des expériences qui contribuent à leur éducation et leur épanouissement, en complémentarité de leur vie à l'école et en famille. Cependant, selon la situation de l'enfant ou du jeune (géographique, socio-économique, handicap), l'accès aux ACM n'est pas garanti sur tout ou partie de leur temps libre. Ces inégalités, sociales et territoriales, pèsent sur leur parcours de vie. Pour faire évoluer ce constat, les communes ont un rôle majeur à jouer. Elles sont l'échelon idéal pour développer des projets éducatifs qui répondent aux besoins locaux.

Mais, elles ne peuvent agir seules. Leur engagement doit s'accompagner d'une implication forte de l'État et de ses services et s'inscrire dans des projets locaux rassemblant tous les acteurs concernés. Ainsi, le droit aux vacances et aux loisirs doit être intégré aux politiques territoriales. Pour répondre à cet enjeu, la JPA a construit des propositions à destination des élus locaux et nationaux pour faire du projet éducatif territorial (PEDT) un levier de développement de l'action éducative sur les territoires, favoriser l'apprentissage de la mobilité à travers les colos et les classes de découvertes, préserver le patrimoine des centres de vacances, garantir l'accès de tous les enfants à des activités éducatives de proximité par l'intermédiaire des centres de loisirs et développer les accueils collectifs de mineurs en zone rurale. ■

En savoir plus sur : jpa.asso.fr



Cnajep : « Fabriquer » son territoire avec l'éduc'pop' !

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) stipule que : « Les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier. » Puisqu'une compétence partagée éducation populaire existe, saisissons-la ensemble ! C'est ce que propose le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) en vue des élections municipales. En neuf points, il livre même le mode d'emploi pour « fabriquer » son territoire avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire (AJEP) et exercer sa compétence partagée. Une bonne base de travail pour des territoires citoyens ! ■

Les propositions du Cnajep sont à retrouver ici : cnajep.asso.fr/wp-content/uploads/2020/02/municipales2020.pdf

Le Mouvement associatif : 20 engagements municipaux en faveur de la vie associative

Faut-il le rappeler, la vie quotidienne des citoyens sans les associations ne serait pas la même ! Dans l'argumentaire que développe Le Mouvement associatif en direction des candidats aux élections municipale en faveur de la vie associative, plusieurs chiffres clé sont rappelés, notamment que les associations portent près de 70 % des activités sportives, 40 % des activités de loisirs et plus de 60 % des activités sociales et médico-sociales. Sans compter qu'elles sont pourvoyeuses d'emplois et actrices d'attractivité communale. Mais les chiffres ne sont pas tout : au-delà de ce qu'elles produisent de projets et de services, les associations sont surtout des actrices incontournables d'un développement territorial plus solidaire (lieux d'expression citoyenne, créatrices de lien social, actrices d'une économie plus durable, de la transition écologique...).

Afin de soutenir une vie associative foisonnante, le Mouvement associatif propose ainsi aux futures équipes municipales une liste de 20 engagements, qui peut aussi bien servir de critères d'évaluation de la politique de sa commune en faveur de la vie associative. ■

Les 20 engagements et le plaidoyer détaillé du Mouvement associatif ici : lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2019/11/LMA-plaquette-Municipales2020.pdf



L'ENFANCE AU CŒUR DE NOS TERRITOIRES

Avec les Francas, agir par l'éducation

La Fédération nationale des Francas a fait valoir des propositions concrètes auprès des candidat·es aux élections municipales et futurs élu·es pour agir par l'éducation au cœur des territoires. Forts de 75 ans d'expérience, les Francas sont partenaires des élu·es dans la définition, la mise en œuvre, l'évaluation des politiques éducatives locales depuis de nombreuses années. Une plaquette résume les propositions qui leur sont adressées, chacune reprise et détaillée sur le site internet municipales2020.francas.asso.fr.

Plusieurs constats viennent étayer ces propositions :

- 24 % de la population a moins de 18 ans, et cette jeunesse est une chance pour la France. Mais le pays compte trois millions d'enfants dont les familles vivent sous le seuil de pauvreté, soit un sur cinq. Ces conditions de vie ont des conséquences sur les conditions d'éducation, l'accès aux loisirs, aux vacances,
- Les 27 000 centres de loisirs périscolaires et plus de 32 000 centres de loisirs extrascolaires maillant le territoire sont plébiscités par les Français, qui estiment à 88 %¹ que ces espaces éducatifs jouent un rôle important dans le développement des enfants. Pour les collectivités, le Projet éducatif territorial (PEdT) permet d'enrichir l'offre d'activités périscolaires (54 %²) et de faciliter la concertation (43 %³). Mais dans le secteur de l'animation socio-éducative, plus d'un employeur sur deux rencontre des difficultés de recrutement sur les postes d'animateurs et de directeurs de centres socioculturels et de loisirs.

1 - Importance accordée à l'éducation, perception des centres de loisirs, enquête des Francas réalisée par Médiaprise, 2012.

2 - Les nouvelles organisations du temps scolaire, Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF), enquête 2017.

3 - Op. cit.

Pour répondre à ces enjeux, les Francas proposent :

UN ACCÈS DE TOUS LES ENFANTS ET ADOLESCENT·ES AUX ESPACES ÉDUCATIFS

Pour ce faire, il faut diversifier les espaces éducatifs des temps de loisirs ; améliorer la qualité du bâti des espaces éducatifs et des espaces de jeux ; porter une attention plus particulière aux enfants les plus en précarité et à ceux qui ne fréquentent aucune structure ; permettre l'accès des enfants en situation de handicap aux structures éducatives sur tous les temps.

UNE POLITIQUE ENFANCE-JEUNESSE SUR CHAQUE TERRITOIRE

Pour ce faire : mettre en place un projet local d'éducation dans chaque commune ou EPCI (Établissement public de coopération intercommunale), concernant l'ensemble des enfants du territoire (de la petite enfance à la jeunesse) durant tous les temps éducatifs (scolaires, périscolaires, extrascolaires) ; encourager la coopération entre écoles, établissements scolaires, autres espaces socio-éducatifs, culturels et sportifs, institutions, pouvoirs publics et associations ; améliorer la qualité des services éducatifs, en développant la formation des acteurs au service de la qualité éducative.

ASSOCIER TOUS LES CITOYENS AUX POLITIQUES ÉDUCATIVES

Pour ce faire : créer des espaces de rencontres et d'échanges entre citoyen·nes, parents, acteurs éducatifs pour partager les enjeux de l'éducation, les valeurs à faire vivre et à transmettre aux enfants et aux adolescent·es ; garantir une place effective aux parents dans l'action éducative ; permettre à chacun·e de s'engager au service de l'enfance dans l'action éducative.

PRENDRE EN COMPTE LES PROPOSITIONS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENT·ES

Pour ce faire, il faut en faire un principe : celui de reconnaître les enfants et les adolescent·es comme des acteurs de leurs territoires ; en pratique, il s'agit de faire vivre la participation dans les espaces éducatifs et sur les territoires, organiser des espaces d'expression pour les enfants et les adolescent·es, des temps de dialogue entre enfants et adultes décideurs... et tenir compte de leurs idées et propositions !

Sur chacune de ces propositions, les Francas ont déjà imaginé et développé de nombreuses expériences reproductibles. De quoi inspirer les nouveaux élu·es ! ■

En savoir plus : municipales2020.francas.asso.fr

Calendrier

- ★ 30 avril : journée de la non-violence éducative.
- ★ 3 mai : journée mondiale de la liberté de la presse.
- ★ 17 mai : journée internationale contre l'homophobie.
- ★ 30 mai au 5 juin : semaine européenne du développement durable.



Retrouvez-nous sur Facebook : Les Francas et sur twitter : @FrancasFede

▼ De la petite enfance aux seniors, il n'y a pas d'âge pour la philo ! François Galichet ici en animation d'un atelier philo au club Santé seniors MGEN de Charente-Maritime, à Lagord.



Nous avons découvert que cette pratique passionnait les enfants et qu'elle entrait en résonance avec tout le reste de l'enseignement scolaire. Très vite, l'atelier philo est devenu incontournable. L'expérimentation s'est étendue un peu partout en France, grâce à l'action de formateurs et de chercheurs comme Michel Tozzi, Jean-Charles Pettier et bien d'autres. »

Son départ en retraite ne marque pas l'arrêt de ses activités en faveur de la « philosophie pour tous », loin de là. Jeune retraité, François Galichet participe à une expérience d'enseignement en ligne organisée à l'Université de Franche-Comté. Puis, plus tard, il « participe – avec bien d'autres – à la formation d'enseignants et d'animateurs d'ateliers philo. J'ai écrit plusieurs ouvrages pour les aider à préparer un atelier, animer des débats, inventer des démarches¹. Ce combat a été repris aux Francas par Claude Escot, qui a promu l'organisation nationale de l'action "Graines de philo", à laquelle je participe activement. »

Selon François Galichet, « la question de l'intelligence va devenir centrale dans les années à venir. Déjà, on classe, on hiérarchise, on oriente les enfants en fonction de leur degré supposé d'intelligence. L'intelligence est considérée comme une donnée naturelle, un patrimoine génétique sur lequel on ne pourrait rien. Une certaine conception idéologique des neurosciences risque de renforcer encore cette tendance. Or toutes les études scientifiques montrent le contraire : l'intelligence peut être développée ou atrophiée, diversifiée ou restreinte en fonction de la pédagogie qu'on adopte, de l'éducation qu'on dispense, du milieu éducatif qu'on met en place. C'est pourquoi l'éducation populaire ne saurait s'en désintéresser et l'abandonner à l'école seule. Il y a des formes d'intelligence – pratique, sociale, coopérative, créative – pour lesquelles l'éducation populaire est mieux armée que l'éducation scolaire. » ■

Propos recueillis par **la rédaction**

1 – L'un de ces ouvrages, *Pratiquer la philosophie à l'école* (épuisé aux éditions Nathan), est téléchargeable gratuitement sur le site de François Galichet, philogalichet.fr. Un autre ouvrage, *Philosopher à tout âge. Approche interprétative du philosophe*, paru aux éditions Vrin, propose dix fiches sur des sujets susceptibles d'intéresser des enfants, des adolescentes, des adultes et des seniors. Elles utilisent le photolangage, le portrait chinois, des chansons, des poèmes, des textes littéraires, des jeux.

EN SAVOIR +

philogalichet.fr

Vidéo de présentation de l'ouvrage

Philosopher à tout âge,

par les éditions Vrin :

[youtube.com/watch?v=1q7Gkup6Jz8](https://www.youtube.com/watch?v=1q7Gkup6Jz8)

Facebook

@FestivalNationalFrancasGrainesDePhilo

Philosopher à tout âge

La philosophie est un outil de développement de l'intelligence, quels que soient son âge ou sa formation. De cela, François Galichet en est convaincu et s'est évertué tout au long de son parcours et encore aujourd'hui à fortifier cette idée par l'expérience : des ateliers philo à ses livres, de son site internet à sa contribution au conseil scientifique des Francas, il met la philosophie au service de tous et toutes.

L'enseignement et l'éducation, François Galichet est tombé dedans quand il était petit. Né le 5 mars 1943 dans une famille d'enseignants, il a tôt vu ses parents « travaillés par les préoccupations relatives à l'enseignement ». Son père était directeur de l'école normale de Limoges, et sa mère, professeure de français dans la même école. Autant dire que le parcours modèle (khâgne, Normale sup, agrégation puis doctorat d'État) qui le mène lui-même à devenir professeur des Universités à l'Université de Strasbourg jusqu'en 2004, date de son départ en retraite, a bénéficié de l'arrimage de solides balises au départ.

S'agissant de la discipline, François Galichet s'en est allé vers le vaste champ du savoir : la philosophie. « J'ai estimé que c'était la seule discipline qui évitait de m'enfermer dans un cadre trop étroit. Toutes les autres (histoire, lettres, langues, etc.) me limitaient à un champ restreint du savoir. La philosophie est la seule démarche intellectuelle qui ne s'interdit rien et s'intéresse aussi bien aux sciences qu'à l'histoire, à la sociologie qu'à la psychanalyse. C'est la démarche qui tente d'établir des passerelles entre ces différents domaines de la connaissance, de repérer des cohérences ou des correspondances, de rechercher leur unité, sans prétendre aboutir à des certitudes. C'est pourquoi elle me semble indispensable à tous, dans la mesure où être "homme", c'est s'intéresser à tout ce qui est humain et ne rien exclure a priori ; c'est se poser des questions et non pas seulement donner des réponses. »

Incontournables ateliers philo

Durant ses activités universitaires, il s'intéresse tôt à la philosophie pour enfants. « J'ai exercé en Alsace, où l'on dispensait, en vertu du régime concordataire, un enseignement religieux à l'école et dans les collèges. Mais les exigences de la laïcité commandaient qu'un enseignement non confessionnel soit dispensé en parallèle pour les enfants dont les familles ne voulaient pas d'enseignement religieux. J'ai été sollicité par un professeur d'école chargé de cet enseignement laïque qui ne savait pas trop quoi faire. Ayant entendu parler des recherches de Mathew Lipman aux États-Unis sur la philosophie pour enfants, j'ai tenté, avec cet enseignant, de me lancer dans l'aventure.